

**Promouvoir une meilleure gouvernance en Chine au cours de la transition de
ses dirigeants
L'honorable David Kilgour
Rayburn Building, Capitol Hill
Washington
19 juillet 2012**

La Chine a beaucoup donné au monde au cours de cinq millénaires. Le respect que j'ai pour son peuple a augmenté au cours de plusieurs visites dans le pays, c'était un honneur de représenter, pendant de nombreuses années au Parlement, les canadiens dont l'origine est l'Empire du Milieu.

Les gouvernements démocratiques et leurs peuples, les législateurs et la société civile devraient être impliqués, aussi activement que possible dans la transition actuelle du leadership. Probablement la démocratie aux caractéristiques chinoises est plus proche qu'on le croit. Nous ne devons jamais oublier que les valeurs que nous cherchons à encourager sont universels, y compris la dignité, la primauté du droit, la démocratie multipartite, la responsabilité sociale des entreprises et la nécessité de bons emplois pour tous, y compris les américains et le canadiens (un manuel utile dans le développement de la démocratie du Conseil de la Communauté des Démocraties peut être consulté à l'adresse : <http://www.diplomatshandbook.org>)

Pour illustrer les difficultés de cet engagement à Pékin, prenons le cas de Bo Xilai, qui de nombreux gouvernements démocratiques et des hommes d'affaires ont courtisé, même après qu'il était sur son chemin hors du Parti communiste. Le Premier ministre du Canada s'est rencontré avec lui dans la ville de Chongqing le 11 février, neuf jours après que son ancien chef de police, Wang Lijun, a cherché refuge dans le consulat des Etats-Unis à Chengdu. Bo et Wang avaient auparavant été parmi les persécuteurs les plus brutales de pratiquants de Falun Gong.

Le Premier ministre Wen Jiabao a été tellement troublé par le comportement de Wang que sa question rhétorique aux membres du Parti semble avoir été une fuite d'une réunion à huis clos le 14 mars : « Sans anesthésie, le prélèvement d'organes humains vivants et les vendre pour de l'argent, n'est-ce quelque chose qui pourrait faire un être humain ? » Wen Jiabao a également utilisé les nombreuses poursuites judiciaires lancées contre Bo dans 13 pays pour son rôle dans le pillage d'organes pour obtenir sa destitution en tant que ministre du Commerce en 2007.

Bo, Wang et d'autres étaient dans la faction de l'ancien président Jiang Zemin, qui ont été promu parce qu'ils soutenaient la brutale persécution de Jiang du Falun Gong qui continue à partir de mi-1999 à nos jours. Votre département d'Etat, par exemple, a appris les prélèvements d'organes sur des pratiquants de Falun Gong, au moins depuis 2006, mais seulement en mai 2012, a reconnu les crimes bien documentés contre l'humanité dans ses rapports sur les droits humains des pays. Les gouvernements démocratiques devraient soutenir Wen et les membres du parti réformateurs dans ce domaine et un certain nombre de questions de gouvernance.

La fin de la politique Maoïste ?

Jung Chang et Jon Holliday finissent la biographie de 2006, *Mao, L'histoire Inconnu*, en déclarant : « Aujourd'hui, le portrait de Mao et son cadavre dominant encore la Place de Tiananmen dans le cœur de la capitale chinoise. Le courant régime communiste se déclare être l'héritier de Mao et perpétue le mythe de Mao farouchement. « Beaucoup d'historiens l'incluent avec Staline et Hitler comme les trois pires meurtriers de masse du 20^e siècle. Chang-Holliday notent : « Dans l'ensemble, bien plus de 70 millions de chinois ont périés sous le régime de Mao en temps de paix. »

Les méthodes de Mao n'ont pas péri avec lui en 1976. En 2003, par exemple, le Parti communiste a essayé de cacher l'impact du virus mortel du SRAS, seulement quand un médecin a envoyé aux médias étrangers les chiffres réels des habitants de Pékin touchés par le SRAS, le Parti-état a lancé des mesures de quarantaine. La même indifférence pour le bien public a été répétée en 2008 au cours du scandale de la laitière Sanlu du lait contaminé, qui a causé la maladie ou la mort à quelque 300,000 bébés chinois. Il y a une myriade d'autres exemples.

Le Parti communiste continue d'utiliser sa force écrasante pour réprimer les voix qui défendent la primauté de la loi. La première est celle de Gao Zhisheng, un avocat nommé à trois reprises pour le Prix Nobel de la paix. Il y a dix ans, a été nommé l'un des dix meilleurs avocats en Chine. La colère du Parti communiste s'en alla quand il a décidé de défendre le Falun Gong. Il a commencé avec la suppression de son permis de pratiquer le droit, une tentative sur sa vie, une attaque de la police sur sa famille, et un arrêt de son revenu. Elle a intensifié lorsque Gao a répondu en lançant à l'échelle nationale de grèves de la faim en demandant de la dignité égale pour tous. L'un de ses communiqués décrit plus de 50 jours de torture en prison.

Les essais en Chine sont des théâtres. Généralement, les juges n'entendent même pas les témoignages dans des tribunaux. Le canadien Clive Ansley, qui a pratiqué le droit à Shanghai pour 13 ans, explique le sort de Gao et un si grand nombre d'autres en observant : « Il y a un adage...les avocats et juges chinois qui croient vraiment en la primauté de la loi... (qui) illustre la futilité de tenter « aider la Chine à améliorer son système juridique » par la formation des juges. Il est le suivante : « Ceux qui entendent le cas ne font pas le jugement ; ceux qui font le jugement n'ont pas entendu l'affaire »...Rien de ce qui a transpiré dans la « salle d'audience » a une incidence sur le « jugement ».

Le Tibet et le Dalaï-lama

Un autre exemple important de la malgouvernance est le Tibet et le Dalaï-lama. En tant que leader spirituel des tibétains, un citoyen honoraire du Canada, et leader mondial respecté. Sa Sainteté est le meilleur espoir de Pékin pour un nouveau gouvernement et pour une résolution pacifique de la question du Tibet. Il préconise l'autonomie du Tibet sous domination chinoise, rejette la violence, ne favorise pas la sécession, et cette année, il a livré la politique aux hommes et aux femmes élus démocratiquement. Quand Sa Sainteté a parlé à un large public à Ottawa plus tôt cette année, a dit qu'il estimait que le peuple chinois en général accepte un certain degré

d'autonomie pour le Tibet s'ils ont conscience que c'est tout ce qui est recherché. Il a également mentionné la perte tragique de vies tibétaines, l'auto-immolation de près de 30 jusqu'à présent.

Environnement naturel

Trois décennies de « tout est permis » dans l'économie ont causé des dommages importants pour le peuple chinois, l'environnement naturel, les voisins et le monde entier. Considérez ce qui suit :

- Près d'un demi-milliard de citoyens chinois aujourd'hui n'ont pas accès à l'eau potable ; de nombreuses usines continuent de déverser des déchets dans la surface de l'eau.
- Une étude de 2007 faite par la Banque mondiale en collaboration avec l'agence de l'environnement de la Chine en 2007 a constaté que la pollution a causé 750,000 décès prématurés chaque année.
- Le charbon fournit aujourd'hui environ les deux tiers de l'énergie de la Chine et elle a déjà brûlé plus que l'Europe, le Japon et les Etats-Unis ensemble. Les émissions des centrales chinoises vont au-delà de ses frontières, mais le Parti communiste n'a rien obtenu de substantiel sur la protection de l'eau, l'air et du sol. De nombreux experts concluent que la Chine ne peut apparemment pas être écologique sans changement politique.

Santé publique/ Filets de sécurité

L'état de la santé publique à travers la Chine d'aujourd'hui est très inquiétant. Il n'y a pas de système de santé pour les populations rurales et celles qui ne sont pas de la masse salariale de l'État. Selon le nouveau modèle privatisé, les médecins, les hôpitaux et les pharmacies ont devenu des « centres de profit », espérant pour financer leurs activités grâce aux frais des patients. Moins d'un cinquième des travailleurs chinois ont des pensions, et encore moins sont couverts par l'assurance-chômage. Le Parti-état se trouve quant à lui sur les milliers de milliards de dollars en devises étrangères.

« Le capitalisme Ponzi »

Jonathan Manthorpe, depuis longtemps a été un observateur attentif de la Chine, a écrit l'an dernier dans le *Vancouver Sun* :

« Ce que vous voyez en Chine sont de variations de ce qu'on appelle la chaîne de Ponzi. Un gouvernement local, sans un système efficace pour accroître les recettes fiscales, et...rongé par la corruption...terres à développer vendus pour lever des fonds... (On doit d'abord se débarrasser des paysans vivant sur le terrain...) Le terrain sera ensuite vendu à une société de développement appartenant au gouvernement local. La municipalité a le pouvoir d'instruire les banques à prêter de l'argent à l'entreprise de développement pour la vente. Ainsi, le gouvernement local reçoit sa trésorerie, la société détenue par la municipalité a construit un établissement industriel ou résidentiel, et tout va bien. »

Un article connexe sur la bulle immobilière est apparu dans le *Financial Times*. Dans la ville côtière de Wenzhou, on va construire des appartements de luxe à 70,000 yuans (11,000 dollars) par mètre carré, qui est environ deux fois le revenu annuel de l'habitant moyen. Pour financer un appartement de 150 mètres carrés dans le bâtiment on consommerait chaque centime que le résident typique aurait reçu pendant 350 ans.

Une voie à suivre

Il y a eu 180,000 « incidents de masse » en Chine en 2010, de tout, dès grèves et de manifestations à des émeutes, deux fois plus nombreux qu'en 2006. Le régime continue à compter sur la répression et la brutalité pour se maintenir au pouvoir. Les valeurs universelles doivent continuellement se faire valoir dans les relations avec Pékin.

Il y a des leçons à appliquer en Chine à partir de la résistance civile non-violente, qui a eu lieu dans de nombreux pays. Chacun était différents en termes de boycotts, des manifestations de masse, les grèves et la désobéissance civile, dans tous, les dirigeants autoritaires ont été délégitimé et abandonnés par leurs sources de soutien.

Un passage intéressant paru dans le *New York Times*, après l'élection à Taiwan (Janvier 2012), a souligné que l'agence de nouvelles du Parti-état chinois, Xinhua, a évité les mots « président » et « démocratie », présentant l'élection en tant qu'une nature purement locale. Un homme d'affaires de la Chine qui a observé l'élection, toutefois, a déclaré : « C'est une idée incroyable, d'être en mesure de choisir les personnes qui vous représentent. Je pense que la démocratie viendra en Chine. C'est juste une question de temps. »

Une Chine démocratique n'assassinerait pas les citoyens de Falun Gong dans les camps de travail forcés ou se livrerait à l'une quelconque d'autres actes de mauvaise gouvernance discuté ci-dessus.

Conclusion

Les gouvernements démocratiques et leurs communautés d'affaires devraient examiner pourquoi ils soutiennent la violation de tant de valeurs universelles en cherchant à accroître les échanges commerciaux avec la Chine. Pendant des années, ce qui a entraîné la plupart du temps à la délocalisation de nos emplois en Chine et l'augmentation constante du déficit commercial bilatéral. Ce que ceux de nos communautés d'affaires surinvesti en Chine, ils ne sentent aucune responsabilité pour les besoins d'emploi de ses concitoyens ? Est-ce que le reste d'entre nous mettons trop l'accent sur l'accès aux biens de consommation bon marché en ignorant le développement humain, social et les coûts payés par l'environnement naturel des ressortissants chinois pour les produire ?

Peter Navarro, professeur à l'Université de Californie, affirme que les grands marchés de consommation dans le monde entier ont été « conquis » par la Chine en grande partie à travers la tromperie. Navarro a diverses propositions destinées à assurer que

le commerce soit équitable. En particulier, il dit que toutes les nations commerçantes devraient :

- Définir la manipulation des devises comme une subvention à l'exportation illégale et l'ajouter à d'autres subventions dans le calcul des pénalités antidumping et les droits compensateurs ;
- Interdire l'utilisation du travail forcé de manière efficace et non pas seulement sur le papier comme aujourd'hui et de fournir des salaires décents et des conditions de travail pour tous ;
- Appliquer les dispositions pour la protection de l'environnement naturel dans tous les accords commerciaux, afin de renverser la « course vers le bas de l'environnement » en Chine et ailleurs.

Le Parti-état à Pékin fait des grands changements dans ses cadres. Les personnes désignées devraient chercher la dignité pour tous les chinois, s'ils souhaitent parvenir à la prospérité durable de la nation. Son rôle actuel dans la Syrie, l'Iran, le Népal, la Corée du Nord, le Soudan, à Taiwan, au Zimbabwe et ailleurs nécessitera aussi une réforme importante si l'objectif du nouveau gouvernement est la construction de l'harmonie internationale avec la justice pour tous.

Le peuple chinois veut les mêmes choses que le reste d'entre nous : le respect, l'éducation, la santé et la sécurité publique, de bons emplois, la primauté du droit, la gouvernance démocratique et un environnement naturel durable. Si le Parti-état termine ses violations de la dignité humaine à la maison et à l'étranger et commence à traiter tous les membres de la famille humaine d'une manière juste, le nouveau siècle peut apporter de l'harmonie pour la Chine et le monde.

Merci